blème double. Le ministre et ses fonctionnaires ne voient que le côté nature sauvage et ignorent totalement l'aspect récréatif des parcs. Ces deux aspects ne s'excluent pas mutuellement. On peut profiter de la nature et des possibilités récréatives d'une même région. Les besoins et les aménagements récréatifs se limitent à une partie relativement peu importante d'une région comme un parc national. Il ne manque pas de place autour pour des milliers de milles de nature sauvage. En fait, les deux aspects se compléteraient si les fonctionnaires d'Ottawa cessaient de se mêler de choses auxquelles ils ne connaissent visiblement si peu.

L'avantage des parcs nationaux actuels, c'est qu'ils peuvent offrir les deux. Je voudrais qu'on le reconnaisse en créant non pas une surcharge encombrante et étouffante comme une société de la Couronne, mais des parcs nationaux naturels, dont la loi donnerait une définition claire. On créerait en même temps des parcs nationaux pour la récréation. Toutefois, je pense que la gestion des uns et des autres devrait être absolument distincte. La gestion des parcs nationaux de récréation pourrait être transférée à un autre ministère fédéral, peut-être au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, par exemple, ou encore aux provinces.

Les parcs nationaux naturels seraient protégés, par une loi particulière, de l'intrusion de toute entreprise commerciale ou industrielle, d'aménagement ou d'extraction, sauf pour la coupe du bois et les fins exclusives de la conservation. Les parcs nationaux de récréation seraient, de même, fermés à l'industrie et à toute activité extractive, mais admettraient les entreprises commerciales ou d'aménagement, tout en leur imposant des règlements. C'est ce que les touristes veulent et attendent quant aux parcs de récréation, et le tourisme est la meilleure source de devises étrangères. Les touristes ne sont pas une menace de mainmise étrangère.

En terminant, monsieur l'Orateur, je répète que je ne puis féliciter le ministre de sa grossièreté et de son manque d'égards envers le Parlement, vu la façon cavalière dont il traite le débat sur une mesure législative dont il est lui-même l'auteur. C'est de l'indifférence endurcie à l'égard des Canadiens qui sont touchés de près par cette loi. Cela semble être la tendance actuelle de l'administration libérale. Encore récemment, nous avons eu un autre exemple frappant de mépris pour le Parlement lorsque le ministre des Transports (M. Jamieson) a préféré annoncer en détail, aux journalistes et au public plutôt qu'au Parlement, certains changements importants dans

l'organisation de son ministère. Il a été imité par son chef, qui conserve ses grains de sagesse pour la Société Radio-Canada. Quant à moi, ce bill ne devrait pas franchir une autre étape avant que le ministre ne reconnaisse sa responsabilité et ne se présente à la Chambre disposé à répondre aux questions soulevées par les députés de tous les partis.

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, nous voici devant une nouvelle controverse, parce que le gouvernement essaie d'imposer une société d'État à ceux qui détiennent des baux dans nos parcs nationaux de l'Ouest.

Le gouvernement cherche depuis longtemps à se débarrasser des résidents de vieille date. Agissant unilatéralement, il a porté les loyers à des niveaux astronomiques et il a abrogé d'anciens baux dont les résidents espéraient la continuation. On a constamment refusé aux résidents de décider de leur avenir. Le ministre a dit que ceux qui habitent les parcs de Banff et de Jasper peuvent s'en aller s'ils n'aiment pas les conditions qu'on leur fait. J'aurais l'air de me moquer si je disais que dans le voyage qu'il fera bientôt en Sibérie, le ministre cherchera un endroit où ces gens pourraient s'établir. Ce serait conforme à sa remarque qu'ils peuvent aller ailleurs s'ils ne sont pas satisfaits des conditions.

Somme toute, pour les bureaucrates qui administrent les parcs, les gens sont des gêneurs. Lorsque l'administration des tenures à bail sera transmise à une société de la Couronne, le gouvernement ne sera plus comptable aux citoyens et à leurs représentants au Parlement. Un citoyen qui demeure dans un parc national ne pourra jamais se faire entendre. C'est bien conforme à la politique du gouvernement actuel, un gouvernement impitoyable et insensible. Cette façon d'administrer par l'intermédiaire d'un gouvernement professoral est compatible avec une expérience en sociologie. Le gouvernement considère les Canadiens comme les sujets d'une expérience sociologique. Nous avons beaucoup entendu parler de la démocratie de participation et de la société juste. Tout ce que nous obtenons est une expérience sur la façon dont réagiront les citoyens devant une série donnée d'aiguillons. Le ministre a rarement paru à la Chambre pour défendre son propre projet de loi, car il se rend compte qu'il est indéfendable. Le gouvernement devrait se dépouiller de son camouflage. Il devrait abandonner le principe d'une société de la Couronne. Il devrait assumer la responsabilité de ses actions, et administrer sa politique des parcs au grand